

▼ INTERNET

L'État lance son portail de données publiques

Ce site de consultation des données d'administrations et d'établissements publics est en ligne depuis lundi. Un programme de soutien doit favoriser l'émergence d'un écosystème autour de la réutilisation de ces informations.

PAR DELPHINE CUNY

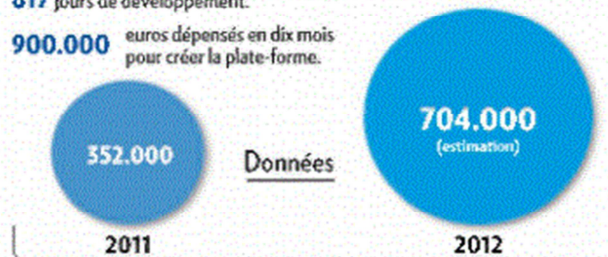
« **L**a République française s'ouvre ! Prochaine étape : toute l'UE », s'est réjouie Neelie Kroes, la commissaire européenne au Numérique, sur Twitter, félicitant le gouvernement pour le lancement de Data.gouv.fr. Avec la mise en ligne lundi de ce portail, en version bêta, la France se met en effet à l'« open data », l'ouverture des données publiques, dont le Royaume-Uni est le pionnier en Europe. Cette plate-forme donne accès à plus de 350.000 données de 75 administrations centrales, d'établissements publics, de 4 collectivités pilotes et de quelques entreprises publiques (SNCF et RFF pour les gares et passages à niveau), de façon gratuite, dans des formats téléchargeables et réutilisables. On y trouve par exemple la compilation détaillée poste par poste du budget de l'État, pour la première fois en un seul fichier, le maillage territorial des services publics (lieux de justice, postes de police, collèges et lycées, etc), la carte des accidents corporels de la circulation recensés depuis 2005 par la Sécurité routière...

« C'est un acte de transparence inédit de la part de l'État », fait valoir Séverin Naudet, le directeur de la mission Etalab, créée en février par le Premier ministre pour coordonner cette ouverture des données. En dix mois, Etalab

Data.gouv.fr doublera sa base de données en un an
90 producteurs de données.

817 jours de développement.

900.000 euros dépensés en dix mois pour créer la plate-forme.



La Tribune InfoMagazine

Source : Etalab

a dépensé 900.000 euros (hors taxes), sur un budget de 2,24 millions pour 2011. La plate-forme a été développée par Logica et est basée sur le moteur de recherche français Exalead (groupe Dassault Systèmes) associé aux technologies du Web sémantique de la société parisienne Mondeca. L'objectif de Séverin Naudet est de doubler le nombre de jeux de données d'ici au milieu de l'année prochaine.

■ CRÉATIONS D'EMPLOIS

Le directeur d'Etalab dévoilera en janvier Dataconnexions, un programme de soutien à l'innovation par la réutilisation de données publiques, afin de favoriser le développement d'un écosystème, qui ne devra coûter « pas 1 centime à l'État », les partenaires s'étant engagés à le financer (Orange, Logica, Afnic, Cap Digital, etc,

peut-être rejoints par Microsoft et Google). « L'open data peut être vecteur de création de richesses, de développement de PME rentables et de créations d'emplois en France au travers de nombreuses applications par les sociétés sur la base des données mises à disposition », observe le Conseil national du numérique, dont le président, Gilles Babinet, a créé une startup, CaptainDash, qui conçoit un tableau de bord destiné aux directions marketing, utilisant des données publiques.

L'impact économique et social de la réutilisation des données publiques est évalué à près de 140 milliards d'euros par an par la Commission européenne dans l'ensemble des États de l'Union. Et Neelie Kroes va proposer la semaine prochaine d'ouvrir les données de l'ensemble du secteur public en Europe.